

ALI BENFLIS À PARTIR DE SÉTIF :

«Des forces extraconstitutionnelles veulent s'accaparer le pouvoir»

M. Ali Benflis a présidé, hier à la Maison de la culture de Sétif, une rencontre régionale de son parti en présence des coordonnateurs des bureaux territoriaux de la région, des coordonnateurs des bureaux communaux, des membres du bureau politique et du comité central et des militants de son parti.

Dans son intervention, le président de Talaie El Hourriyet a d'abord dressé un tableau sur la situation de ce parti politique, nouvellement créé. «Grâce à vous tous, Talaie El Hourriyet peuvent soutenir sans crainte d'être contredites qu'elles ne sont pas une formation politique dont l'écho ne dépasse pas les limites de la capitale du pays mais qu'elles sont bel et bien un grand parti de dimension nationale.»

Et d'enchaîner, «l'appareil politico-administratif a parié sur le fait que nous aurions le souffle court mais nous avons eu le souffle long ; il a pensé que notre volonté était faible et chancelante mais elle s'est révélée être une volonté de fer. Nous sommes donc toujours là ; nous n'avons pas déserté le champ de bataille politique, et nous n'avons pas rendu les seules armes politiques dont nous disposons : une vision d'avenir pour notre pays, un projet politique de rechange et des idées réalistes, praticables et crédibles pour l'aider à sortir de la crise globale, une crise politique, économique et sociale, qui lui est imposée».

Après avoir fait le point sur la situation organique du parti, Ali Benflis a abordé longuement la situation alarmante que traverse l'Algérie avec la multitude de crises qui frappent le pays de plein fouet. «Il y a cinq mois, j'avais procédé devant vous à une évaluation de la situation politique, économique et sociale du pays. J'avais également tenté, à votre attention, une description de cette impasse à

laquelle notre pays était confronté dans ses dimensions les plus graves et les plus menaçantes ; j'avais enfin mis en garde contre les retombées incalculables de cette impasse et les périls qu'elle faisait peser sur le pays tout entier. En étant de nouveau parmi vous, aujourd'hui, j'aurais souhaité vous dire que nos gouvernants avaient pris conscience de cette impasse et qu'ils s'employaient de toute leur énergie à en sortir le pays. (...) qu'ils commençaient à se préoccuper un peu moins de leur sort et un peu plus du sort du pays.» Et d'ajouter : «Je ne peux malheureusement rien vous dire de tout cela. Ce que j'ai à vous dire ne surprendra personne parmi vous car chacun d'entre vous lit, voit et écoute et ce qui lui parvient n'augure rien de bon pour notre pays. Que peut attendre notre pays de rassurant d'une vacance du pouvoir qui laisse le pays sans chef, sans source d'inspiration et de direction et sans centre de décision connu et visible ? Que peut attendre notre pays de constructif d'une vacance du pouvoir qui a mis les institutions et l'administration publique dans un état de quasi-léthargie ? Que peut attendre notre pays de satisfaisant d'une vacance du pouvoir que des forces extraconstitutionnelles, c'est-à-dire des groupes d'intérêt, d'influence et de pression, s'empressent de combler en fonction de leurs seuls soucis et de leurs seules préoccupations ? Que peut attendre notre pays d'apaisant d'une vacance du pouvoir qui dégénère en ce moment précis en

ce que j'ai appelé «une épuration politique pour crime de non-allégeance» ? Dans le contexte de cette vacance du pouvoir qui devient de plus en plus intenable et insupportable, le discours politique du régime en place se durcit et verse dans l'inconvenant et devient blessant et méprisant. Le régime politique en place menace, accuse, intimide et pense pouvoir bâillonner, ligoter et bander les yeux de tous ceux qui se sentent un devoir et une responsabilité d'appeler l'attention de notre peuple sur ses échecs, ses errements et ses défaillances. Le régime en place se trompe de lieu et d'époque. Il se trompe de lieu car nous sommes sur la terre d'Algérie, une terre qui ne cède pas au chantage, qui refuse l'intimidation et qui ne sait pas ce qu'est la peur. Il se trompe d'époque car nous vivons au XXI^e siècle et ce siècle, les pays et les peuples ne se gouvernent plus par les diktats, par les faits accomplis et par les injonctions.»

Cette vacance du pouvoir qui fait tant de mal au pays voit ses effets décuplés par l'illégitimité des institutions. Ces effets sont grandement dommageables pour le système politique lui-même et pour le pays tout entier. Leur illégitimité affaiblit les institutions ; elle leur enlève leur nécessaire caractère représentatif ; elle alimente le discrédit du politique et de la politique ; elle creuse le fossé entre les gouvernants et les gouvernés ; elle rompt l'indispensable lien de confiance entre l'Etat et la société ; elle ôte sa raison d'être et vide de sa substance le pacte social sur lequel repose toute collectivité nationale».

Et à Ali Benflis de s'interroger : «En quoi le fait de demander la relégitimation de nos institutions



Ali Benflis, président de Talaie El Hourriyet.

Photo : Samir Sid

serait-il une atteinte à la stabilité du pays ? En quoi l'exigence de représentativité de nos institutions serait-elle une menace à la sécurité nationale ? En quoi l'insistance sur la création d'une autorité indépendante pour le contrôle des élections procéderait-elle de donneurs d'ordres étrangers ? En quoi la demande d'un changement démocratique dans notre pays pourrait-elle être inspirée par des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur du pays ?

En quoi, la réclamation d'une bonne gouvernance c'est-à-dire une gouvernance qui met les richesses nationales et les deniers publics hors de portée d'accaparement indu, du gaspillage et de la corruption relèverait-elle de l'intelligence avec l'ennemi ?» Le président de Talaie El Hourriyet a par

ailleurs énuméré les différentes revendications de l'opposition pour sortir le pays de cette grave crise, notamment de mettre fin à la vacance du pouvoir afin de stopper l'hémorragie politique, économique et sociale qu'elle occasionne au pays, aussi de redonner une légitimité à nos institutions au moyen d'élections dont serait éloigné l'appareil politico-administratif. «Notre système politique a les yeux rivés sur le passé, ceux de l'opposition nationale sont fixés sur l'avenir.

La vision de notre système politique s'arrête aux limites de sa survie, celle de l'opposition nationale est à l'échelle de la pérennité de l'Etat et de la construction d'une Nation forte, prospère et solidaire», conclut Benflis.

Imed Sellami

MULTIPLICATION DES INITIATIVES POUR LA DÉFENSE DU PROGRAMME

PRÉSIDENTIEL

Un front et des interrogations

Une grande agitation règne actuellement au sein de certains partis politiques et associations qui multiplient ainsi appels et initiatives pour le soutien au programme de Bouteflika. Selon ces derniers, cette démarche est dictée par la nécessité de se rassembler autour des grandes lignes tracées par le président de la République en ces moments que traverse le pays. Pas d'explications supplémentaires.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'on sait cependant que la dernière démarche en date est issue de la Coordination de soutien au programme du premier magistrat du pays qui annonce la tenue, au mois de novembre prochain, d'une rencontre nationale en réponse «à l'appel du Président».

Un appel «dicté par l'évolution de la situation dans le pays qui rend nécessaire la

tenue d'un forum de la société civile afin de créer une force et un front d'opposition à toutes les tentatives, internes ou externes, d'affaiblir l'Algérie».

Cette rencontre, doit-on le rappeler, devait initialement se tenir en juin dernier au Palais des Nations, mais elle a été reportée, affirment les dirigeants de cette structure, suite au «nombre impressionnant de demandes de participation qui ont dépassé les 4 000 personnes alors que la salle ne peut accueillir que 1 000 à 1 300 participants».

Pourquoi cette nécessité de création d'un front autour de Bouteflika ? Quels sont les dangers, signalés fréquemment, qui guettent l'Algérie ? Pas d'explications officielles, là non plus. Ce qui est sûr, c'est que l'initiative semble s'inscrire tout droit dans le sillage de celle prônée par le secrétaire général du FLN lequel est engagé de plain pied dans une vaste opération de création de ce front justement. Dans une allocution

prononcée à l'ouverture de la réunion de l'instance de coordination de son parti, M. Ammar Saâdani a d'ailleurs tenu à chasser tout malentendu en insistant d'abord sur le fait qu'il s'agissait là d'une initiative nationale et non «personnelle», et quelle n'avait en aucun cas pour objectif «l'accès à des postes gouvernementaux». Seul compte, dit-il, le «renforcement du front interne en cette période que traverse le pays». Et c'est dans cette optique qu'il a réitéré son appel à «tous les partis politiques, toutes les personnalités, la société civile, la presse, les universitaires, les notables et les personnalités politiques», à adhérer au projet.

L'insistance de Ammar Saâdani suivie de très près par celle de la Coordination de soutien au président de la République n'a pas manqué de soulever des interrogations, légitimes somme toute, au sujet de ce besoin urgent de se rassembler autour du programme de Bouteflika alors que celui-ci a déjà été adopté par les Algériens dans les

urnes. De nombreux observateurs s'accordent en effet à dire que ce programme devrait atteindre au contraire son point culminant puisque plus d'une année a déjà passé depuis l'élection présidentielle du 17 avril 2014 et qu'il n'a en principe nul besoin d'être une nouvelle fois «plébiscité».

Evoluant sur un tout autre terrain, le RND d'Ahmed Ouyahia a rejeté catégoriquement de s'inscrire dans le projet de Saâdani «car la forme» ne lui convenait pas, mais tout en étant, lui aussi, fermement engagé dans un projet similaire dans le fond mais plus politique dans la forme puisqu'il évoque, lui, la formation d'une coalition pour le soutien au programme du président de la République.

Les arguments évoqués ne diffèrent pas vraiment, car il s'agit, là aussi, de s'organiser pour la promotion et la sauvegarde de toutes les entreprises présidentielles à l'heure où sont attendues des nouvelles de la révision constitutionnelle.

A. C.